



Expertise-Comptable et Audit

Société par actions simplifiée au capital de 45.734,71 €
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Siège social : 75 Boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tel : 01.74.00.10.10 – contact@gerec.eu - Site web : www.gerec.eu
RCS PARIS 712 024 140

**MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE
D'ASNIERES SUR SEINE / VILLENEUVE-LA-
GARENNE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

250 rue du Mesnil
92600 ASNIERES SUR SEINE

SIREN 189 209 091 - NAF 84.13Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



Expertise-Comptable et Audit

A l'Assemblée de la MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE D'ASNIERES SUR SEINE / VILLENEUVE-LA-GARENNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Mission locale intercommunale d'Asnières sur seine / Villeneuve-la-Garenne** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Le rapport d'activité (moral et financier) ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article 9 de vos statuts nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 juin 2025

Pour GEREK SAS,



Damien FERRY-CHAPPUIS
Commissaire aux comptes

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	3 302	2 872	431		431
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	75 592	65 830	9 762	3 737	6 025
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	78 894	68 702	10 193	3 737	6 456
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				2 329	- 2 329
. Personnel	42		42		42
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	296 174		296 174	212 633	83 541
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	365 477		365 477	478 978	- 113 501
Charges constatées d'avance	4 756		4 756	6 002	- 1 246
TOTAL (II)	666 449		666 449	699 942	- 33 493
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	745 343	68 702	676 641	703 679	- 27 038

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	135 057	135 057	
. Report à nouveau	76 183	49 599	26 584
. Résultat de l'exercice	39 726	26 584	13 142
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	250 965	211 240	39 725
Provisions pour risques et charges	129 795	128 137	1 658
TOTAL (II)	129 795	128 137	1 658
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	12 703	19 163	- 6 460
Autres	283 178	308 588	- 25 410
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		36 551	- 36 551
TOTAL (IV)	295 881	364 302	- 68 421
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	676 641	703 679	- 27 038
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

MISSION LOCALE D'ASNIERES

Compte de résultat association

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services					
Montants nets produits d'expl.					
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			1 246 209	1 325 401	- 79 192
Cotisations					-5,97
Autres produits			182	435	- 253
Reprise de provisions				123 259	-58,16
Transfert de charges			36 892	16 396	- 123 259
				20 496	-100
					125,01
Sous-total des autres produits d'exploitation			1 283 282	1 465 491	- 182 209
					-12,43
Total des produits d'exploitation (I)			1 283 282	1 465 491	- 182 209
					-12,43
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			14 356	7 237	7 119
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					98,37
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)			14 356	7 237	7 119
					98,37
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion					
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (IV)					
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 297 638	1 472 728	- 175 090
					-11,89
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					
TOTAL GENERAL			1 297 638	1 472 728	- 175 090
					-11,89

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	35 637	33 159	2 478	7,47
Services extérieurs	23 986	11 908	12 078	101,43
Autres services extérieurs	51 954	54 411	- 2 457	-4,52
Impôts, taxes et versements assimilés	66 405	78 265	- 11 860	-15,15
Salaires et traitements	769 353	822 775	- 53 422	-6,49
Charges sociales	305 238	318 958	- 13 720	-4,30
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	2 549	2 405	144	5,99
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions	1 658	122 956	- 121 298	-98,65
Autres charges	1 132	1 272	- 140	-11,01
Total des charges d'exploitation (I)	1 257 913	1 446 109	- 188 196	-13,01
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		35	- 35	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)		35	- 35	-100
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 257 913	1 446 144	- 188 231	-13,02
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	39 726	26 584	13 142	49,44
TOTAL GENERAL	1 297 638	1 472 728	- 175 090	-11,89
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	39 110 €			
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

MISSION LOCALE D'ASNIERES

Annexes Associations

Annexes Associations

PREAMBULE

La Mission Locale d'Asnières-sur-Seine est une association Loi de 1901 remplissant une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

La Mission Locale a pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

La Mission Locale a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes résidant sur les territoires des Communes d'Asnières-sur-Seine et de Villeneuve-la-Garenne.

L'Association se donne comme objectifs :

- L'accueil, l'information l'orientation et l'accompagnement des jeunes à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi, afin de les aider à bâtir un projet individuel d'insertion sociale et professionnelle.
- La contribution au développement des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle mis en place au niveau national, régional ou local.
- Le soutien et l'encouragement aux actions d'insertion sociale des jeunes et notamment dans les domaines de la santé, du logement, des loisirs, etc...
- La concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale.
- La participation à la mise en œuvre de l'obligation de formation définie à l'article L. 114-1 du code de l'éducation.
- La contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans sa zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- L'animation, la coordination des actions concourant à la réussite des projets des jeunes.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 675 669,69 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 39 725,53 euros.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

La provision constatée à ce titre a été calculée conformément aux dispositions légales notamment en estimant le montant de l'indemnité à verser aux salariés au moment de leur départ à la retraite. Le calcul est réalisé à partir de différents critères tels que :

- L'ancienneté et l'âge du salarié ;
- La rémunération qu'il percevra au moment de son départ en retraite ;
- Le taux de renouvellement des salariés au sein de l'entreprise ;
- La convention collective applicable.

L'indemnité est définie selon les modalités suivantes :

- Le montant de l'indemnité de fin de carrière probable est évalué pour chaque salarié à partir de leur rémunération valorisée ;
- Une pondération est appliquée en fonction de la probabilité que ce salarié soit toujours présent dans l'entreprise à la fin de sa carrière ;
- Le montant de l'indemnité est calculé au prorata de l'ancienneté totale.

La provision comptabilisée au 31 décembre 2024 tient compte également d'une mise à la retraite par l'employeur d'un des salariés de la Mission Locale en octobre 2025. Les modalités de calcul de l'indemnité de départ en retraite étant différentes lors d'une mise à la retraite, les éléments concernant ce salarié ont été exclues du calcul de la provision retraite telle que détaillée ci-dessus. Un calcul spécifique a été établi conformément aux dispositions légales et provisionné dans les comptes à la clôture.

Contributions volontaires :

L'association bénéficie à titre gratuit de la mise à disposition de deux locaux par les mairies d'Asnières-sur-Seine et de Villeneuve-la-Garenne. L'un est situé au 250 rue du Ménil, 92600 Asnières-sur-Seine, et l'autre au 29 avenue de Verdun, 92390 Villeneuve-la-Garenne. Au titre de l'exercice 2024, le montant des contributions volontaires s'élève à 39 110 €.

Subventions :

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été acquises, c'est-à-dire lorsque leur attribution est certaine dans son principe et dans son montant.

Les subventions d'investissement sont inscrites au passif du bilan en "subventions d'investissement" et reprises au compte de résultat selon le rythme d'amortissement des biens financés.

En l'absence d'amortissement du bien, la subvention correspondante est reprise au compte de résultat en fonction de son objet ou de l'échéancier prévu.

Fonds dédiés :

Les fonds dédiés correspondent à la part des ressources, notamment des subventions, dons ou produits affectés, qui, en vertu d'un engagement explicite de l'association vis-à-vis des tiers financeurs, sont affectés à un projet ou une action spécifique, non encore réalisée à la clôture de l'exercice.

Ils sont comptabilisés en tant que ressources de l'exercice, puis transférés en fonds dédiés pour leur montant non utilisé à la clôture. Ils sont repris en produits au fur et à mesure de la réalisation des actions ou projets concernés.

Il n'a été identifié aucun fond dédié sur l'exercice.

Rémunération des dirigeants :

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, le montant global des rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, salariés ou bénévoles, s'élève à 57 212 €, ventilé comme suit étant précisé qu'il ne concerne qu'une personne :

- Rémunération brute : 57 212 €
- Avantages en nature : 0 €
- Autres éléments : 0 €

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent à l'exception cette année de la comptabilisation de la variation de la provision pour départ en retraite au lieu de l'extourne de la provision N-1 et de la comptabilisation de la provision N.

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	2 784	519		3 302
Immobilisations corporelles	67 106	8 486		75 592
Immobilisations financières				
TOTAL	69 890	9 005		78 894

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 784	88		2 872
TOTAL I	2 784	88		2 872
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	9 760	1 181		10 941
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	53 608	1 280		54 888
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	63 368	2 461		65 829
TOTAL GENERAL (I+II)	66 152	2 549		68 701

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	295 202	295 202	
Autres créances	1 014	1 014	
Charges constatées d'avance	4 756	4 756	
TOTAL	300 972	300 972	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	295 202
Autres produits à recevoir	
TOTAL	295 202

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	135 057				135 057
Dont générosité du public					
Report à nouveau	49 599	26 584			76 183
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	26 584		39 726	26 584	39 726
Dont générosité du public					
Situation nette	211 240	26 584	39 726	26 584	250 966
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	211 240				250 966
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		76 183
SOLDE		76 183

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	128 137	1 658		129 795
TOTAL (II)	128 137	1 658		129 795
TOTAL GENERAL (I+II)	128 137	1 658		129 795
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		1 658		
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	12 703	12 703		
Dettes fiscales et sociales	281 396	281 396		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 782	1 782		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	295 881	295 881		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	4 872
Dettes fiscales et sociales	190 178
Autres dettes	
TOTAL	195 050

Annexes Associations (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Subventions de fonctionnement**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
REGION IDF		61 600		61 600		
DRIEETS CPO		689 232	600 838	88 395		
FRANCE TRAVAIL		68 274	68 274			
ASNIERES SUR SEINE		150 000	120 000	30 000		
VILLENEUVE LA GARENNE		64 000	64 000			
DRIEETS PRIJ 2		109 653		73 102		36 551
DRIEETS O2R AMI		47 000	18 800	28 200		
PREFECTURE RADICALISA°		18 000	16 000	2 000		
CONTRAT VILLE CAT		7 500	7 500			
CONTRAT VILLE CRE		23 000	23 000			
TOTAL		1 238 259	918 412	283 297		36 551

Annexes Associations (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	16	
TOTAL	18	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 680 euros.